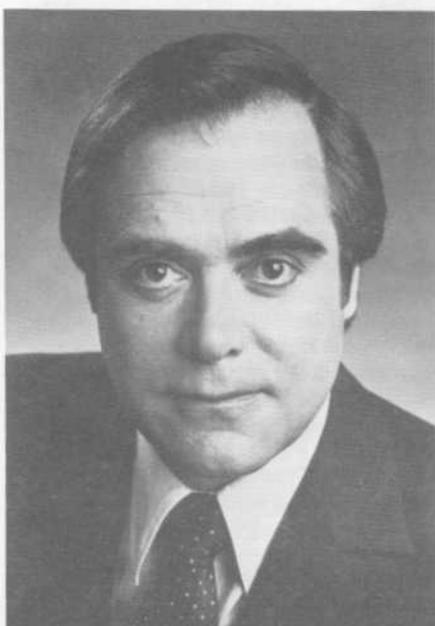


COMMUNICATIONS EXPRESS

Octobre 1984

Notre nouveau Ministre



Le Ministère souhaite la bienvenue à son nouveau Ministre, l'honorable **Marcel Masse**.

M. Masse possède une vaste expérience de travail au gouvernement, dans l'industrie et dans le domaine de l'éducation. Détenteur d'un baccalauréat en pédagogie et en psychologie de l'École normale Jacques-Cartier, il a également fait des études à l'Université de Montréal, à l'Institut des sciences politiques de Paris, à la Sorbonne, au City of London College et à l'Institut européen d'administration des affaires de Fontainebleau.

M. Masse a d'abord enseigné l'histoire des civilisations au Québec. De 1966 à 1973, il a été député et a cumulé des fonctions ministérielles à l'Assemblée nationale et au gouvernement du Québec — à titre de ministre d'État à l'Éducation, ministre des Affaires intergouvernementales, ministre de la Planification et du Développement, ministre

délégué à la Fonction publique et ministre délégué à l'accueil des chefs d'État lors d'Expo 67.

Dans le secteur privé, M. Masse a travaillé à la société Lavalin de Montréal, où il a occupé les postes de directeur de projet au Programme des Nations unies pour le développement, de vice-président responsable du marketing et du développement commercial et était, depuis 1974, administrateur de la société.

M. Masse est aussi très engagé dans les activités communautaires en tant que directeur de nombre d'organismes, entre autres, l'Orchestre symphonique de Montréal, la Fondation des écrivains canadiens, Katimavik, la Fondation canadienne pour les réfugiés et le Festival d'été de Lanaudière.

Notre nouveau Ministre prévoit rencontrer sous peu les employés du Ministère, d'abord ceux de l'administration centrale et du CRC, et ensuite le personnel des bureaux régionaux et de district.

Salle de nouvelles instantanée

Le 4 octobre dernier, veille du lancement de la navette spatiale Challenger, le Centre de breffage du Ministère s'est converti en salle de nouvelles bourdonnante d'activités, seule salle du genre à l'extérieur des États-Unis. Journalistes et rédacteurs scientifiques se sont en effet rassemblés sur les lieux afin de suivre l'odyssée du premier astronaute canadien, **Marc Garneau**.

Par le biais de liaisons de télécommunications spéciales, les médias ont pu participer, du début à la fin du vol spatial, aux conférences de presse et aux séances d'information de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) des États-Unis à Houston. Ils ont également eu l'occasion d'entendre les conversations entre l'équipe de la navette et les contrôleurs du Johnson

Space Center, ainsi que le signal audio de la NASA Select en provenance de la Maison Blanche à Washington et du Goddard Center au Maryland.

La NASA, Télésat Canada, le Conseil national de recherches et la Société Radio-Canada ont collaboré étroitement à la mise en place de ces liaisons en utilisant les satellites canadiens pour relayer le signal de la navette.

Le ministre des Communications, M. Marcel Masse, commentant la participation de Marc Garneau à cette envolée, a exprimé sa grande satisfaction en déclarant que « cet événement constitue un point tournant pour le Programme spatial canadien ».



Une expérience du CRC fera partie de la mission Challenger

David Zimcik espérait se trouver à bord de la navette spatiale Challenger à son lancement en octobre. Bien que cet honneur ait été réservé à quelqu'un d'autre, M. Zimcik participe tout de même étroitement à la mission de la navette.

Chercheur du CRC, M. Zimcik a conçu une des cinq expériences canadiennes prévues de la mission. Deux matériaux composites à base de plastique testés pour leur durabilité et leur utilité dans l'espace pourraient, selon les résultats, mener à la fabrication de satellites, de stations spatiales et d'autres structures semblables économiques et pratiques.



David Zimcik prépare l'expérience qui sera effectuée à bord du Challenger.

L'un de ces matériaux est une résine époxyde, substance dure et légère servant à la fabrication de raquettes de tennis, de cannes à pêche, de véhicules spatiaux et du bras télémanipulateur. L'autre est le Kevlar, un matériau similaire entrant dans la fabrication de pneus, de canots et de gilets pare-balles. Aucun de ces matériaux n'a été jusqu'ici directement soumis aux conditions rigoureuses de l'environnement spatial. L'expérience à bord de la navette consiste en l'exposition des deux matériaux sur des « plaques témoins » fixées sur un manchon protecteur du télémanipulateur.

M. Zimcik s'est fixé pour objectif de mesurer la très forte érosion que devraient subir ces matériaux, comme première étape de la recherche d'un bon moyen de lutte anticorrosive. Cela pourrait ouvrir la voie à une plus grande utilisation de tels matériaux dans l'espace.

M. Zimcik est chef intérimaire d'un groupe de recherches appliquées sur les matériaux de la Direction de mécanique spatiale du CRC. Avant de se joindre au Ministère il y a deux ans, M. Zimcik a acquis une expérience considérable dans le secteur privé — à la Bendix Corporation, à la Spar Aérospatiale Limitée, ainsi qu'à la Aerocol (Aerospace Engineering and Research Consultants Ltd.).

Brefpage à la française

Les employés du Ministère doivent s'y prendre longtemps à l'avance pour réserver le nouveau Centre de brefpage, tel est le succès qu'il connaît depuis son inauguration en mai dernier.

Au nombre de ses récentes activités de portée internationale, le Centre a accueilli le 12 juillet 1984 une vingtaine d'étudiants de l'École Nationale Supérieure des Télécommunications, où sont formés les ingénieurs de France. Les visiteurs français ont choisi de se familiariser avec les techniques de télécommunications de notre pays et, à cette fin, ont effectué un voyage de deux semaines au Canada. Bien que ces ingénieurs s'intéressent d'abord aux aspects techniques des réseaux de télécommunications, ils se sont également orientés vers des questions d'ordre législatif et réglementaire au Canada, particulièrement sur le plan des relations fédérales-provinciales.

Comme ces visiteurs seront intégrés dès l'an prochain au ministère français des Postes, des Télécommunications et de la Télédiffusion (PTT), leur présence en sol canadien a constitué une excellente occasion de démontrer notre savoir-faire dans le domaine des télécommunications.



Andrée Plouffe (assise à droite) veille au bon déroulement de la visite des futurs cadres des PTT de France.

Le Ministère et la visite du Pape

À l'occasion de la visite récente du Pape Jean Paul II au Canada, le Ministère a mis sur pied un système de communications afin d'aider les organisateurs de la visite et les médias à suivre les personnes et les événements.

En guise de préparation, une équipe du Ministère — composée de **Vic Decloux, Hubert Pambrun, Ken Duncan, Marie Claude et Robert Casavant** — a parcouru le Canada pour trouver des sites d'antennes radio adéquats et libérer des fréquences à l'intention des coordonnateurs de la visite, des forces policières et des journalistes.

Pendant que les communications étaient dirigées d'un centre de contrôle principal à Ottawa, chaque site était doté d'un poste de commande radio local servant à diriger le mouvement des foules, des approvisionnements et de l'équipement. Tous les postes de commande étaient équipés de trois stations de répéteurs, chacune réservée à la logistique, à la coordination des médias et aux affaires protocolaires, relayant des messages entre 140 stations de contrôle stratégique et les postes radio de la région.

Neuf stations fixes et neuf autres stations mobiles de répéteurs installées dans tout le Canada au sommet d'immeubles, de collines ou d'autres élévations de terrain complétaient le système. L'équipement de communications était déplacé d'un centre à l'autre de manière à précéder les mouvements du Pape.

Félicitations à l'équipe pour un travail bien fait !

PEEJ : tremplin pour une carrière

Cet été, le projet de développement des communications dans le Nord a permis de créer en Saskatchewan de l'emploi pour 19 étudiants dans sept communautés. En participant à des émissions d'actualités, d'affaires régionales, de musique et d'annonces communautaires, les étudiants ont pu se familiariser avec la méthode de collecte et de dissémination de l'information, la radiodiffusion, le métier d'annonceur, l'enregistrement, l'entretien du matériel de radiodiffusion et l'élaboration de programmes de financement.

Par le biais de projets semblables, le ministère des Communications et Emploi et Immigration Canada ont au cours des sept dernières années procuré aux jeunes Canadiens des emplois d'été offrant d'intéressantes perspectives de carrière en communications.

En 1977, dans le cadre d'un programme d'Emploi et Immigration Canada, le bureau régional du Ministère à Winnipeg a mis sur pied le Programme d'emploi d'été des jeunes (PEEJ) en vue de favoriser la formation de professionnels compétents en matière de communications dans les petites collectivités. En effet, bon nombre de « diplômés » de ce programme ont maintenant un emploi dans ce domaine, alors que certains continuent d'offrir leurs services à titre bénévole aux stations de radio autochtones ou à d'autres médias dans des collectivités isolées.

Lancés à titre expérimental au Labrador et dans les Territoires du Nord-Ouest, les projets du PEEJ ont été étendus au nord du Manitoba en 1978, à la Saskatchewan et à d'autres endroits dans les Territoires en 1979, en Alberta en 1981 et, par la suite, à d'autres régions. L'administration du programme, confiée au début au bureau

régional de Winnipeg, a depuis été décentralisée. Aujourd'hui, les bureaux de district planifient, mettent en œuvre, surveillent, évaluent et mènent à bien les projets avec l'aide d'organismes locaux.

Louise Campbell, coordonnatrice du programme à Winnipeg, souligne que le PEEJ a jusqu'à maintenant parrainé 87 projets qui ont mené à la création de 663 emplois. En 1981, 82 femmes et 36 hommes y ont participé; de ce nombre, 89 étaient d'origine autochtone, tandis que 46 des 72 participants des Territoires du Nord-Ouest étaient Inuit. Durant les premières années, les projets visaient surtout les stations radio et journaux du Grand-Nord. Dernièrement, la participation s'est étendue à d'autres régions plus au sud dont les projets englobent une plus vaste gamme d'activités, dont la télévision commerciale, la production vidéo et le développement culturel.

En 1981, quatre étudiants ont produit à Churchill (Manitoba) une émission hebdomadaire d'information sur les activités locales. Radio Churchill Inc. assurait la formation des étudiants en matière d'exploitation et d'entretien d'une station radio et la Société Radio-Canada diffusait leur émission

sur sa station locale après les heures normales d'antenne.

Dans le cadre d'un autre projet réalisé la même année à Edmonton et dans trois autres collectivités de l'Alberta, six femmes autochtones ont produit une série d'émissions vidéo d'une demi-heure destinées aux réseaux commerciaux. Les étudiants ont pu acquérir sur place une expérience précieuse en apprenant à exécuter des travaux de recherche, de rédaction, de révision et de production d'émissions avec l'aide de l'Alberta Native Communications Society. La population a accueilli avec enthousiasme ces productions, notamment celles portant sur la musique tambourinée et la danse traditionnelles des Autochtones, un groupe autochtone de musique rock et les services sociaux dispensés dans une réserve indienne.

Au fil des ans, le PEEJ a poursuivi la mise en œuvre de tels programmes. Avec la coopération de ministères fédéraux, provinciaux ou municipaux et de divers organismes commanditaires, le Programme d'emploi d'été des jeunes a permis de créer des emplois, d'accroître les compétences en matière de communications et de contribuer à la réussite du programme.

Bonjour et au revoir

Administration centrale

Alex Winsor, auparavant analyste des Services mobiles, Direction de la politique de gestion du spectre, a été nommé au poste de chef de la Section de l'autorisation, Division des opérations de gestion du spectre (ADMSM). **Ralph Zeitoun**, antérieurement chef des services de radiodiffusion de la DSRS, assume ses nouvelles fonctions de chef de la Division technique des demandes en radiodiffusion, Direction générale de la réglementation de la radiodiffusion.

Bruce Gracie, économiste en matière de gestion du spectre de la DSRS, a été détaché au ministère des Communications de l'Australie. **Max Melnyk**, chef de la Division du brouillage et de l'interconnexion, a été transféré au poste de chef des Services de radiodiffusion de la DSRS. **Hal Hickey**, du bureau de district de Vancouver, a été détaché pour une période de quatre mois à la DSRS où il secondera **Murray Hunt**, chargé de la politique des services mobiles.

La Direction de la politique sociale du secteur des Affaires culturelles a accueilli deux employés issus du Programme d'affectation de carrière : **Jacques Drouin**, du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, occupe maintenant le poste d'analyste principal des politiques; et **Floralove Katz**, d'Énergie, Mines et Ressources Canada, le poste d'analyste des politiques.

Deux agents du Ministère nous ont quittés pour une nouvelle affectation au ministère d'État aux Sciences et à la Technologie (MEST) : **Janice Kostash**, auparavant à la Division des arrangements internationaux, est maintenant analyste principal (relations internationales) à la Direction de la politique et des plans spatiaux du MEST, tout comme **John Webster**, auparavant agent de programme de la DGIE, qui a pour sa part accepté le poste d'analyste principal (affaires intérieures).

Pat Duff, analyste des politiques de la DGBP, a accepté une mutation à la DGIR, au sein du groupe de Bob Tritt de la DIA.

Tom Tegtmeyer, analyste principal des politiques du secteur des Affaires culturelles, a été transféré à la Division de la politique de la radiodiffusion de la DGBP où il remplit les fonctions de chef, Secteur public. **Paul McGrath**, autrefois analyste des politiques à la DGBP, est maintenant expert-conseil à l'Agence canadienne de développement du sous-tirage.

Erica Claus, auparavant secrétaire adjointe au Secrétariat des biens culturels mobiliers, assume ses nouvelles fonctions d'adjointe administrative au sous-ministre adjoint, secteur des Affaires culturelles. **Denis Gosselin**, du bureau régional de l'Ontario, s'est joint au même secteur à titre d'agent des politiques du film.

Anne Séguin et **Denise Bowles** font également partie du secteur des Affaires culturelles, respectivement à titre d'adjointe administrative et de secrétaire au directeur général, Politique culturelle et programmes. Elles travaillaient auparavant au cabinet du Ministre.

Cheryl Slack, qui occupait le poste d'agent des normes de vérification du spectre à l'ADMSM, est devenue inspecteur radio au bureau régional du Centre.

Région de l'Ontario

Michael Connolly, qui était gestionnaire régional du contrôle du spectre, a été nommé gestionnaire régional de l'ATG. **Mary Ann Mooney**, anciennement chef de projet à la société Introtel Communications, a accepté le poste d'agent de développement des systèmes. **John Milnes**, technologue en sécurité et services spéciaux, a pris sa retraite après 31 ans de service.

Au bureau de district de Toronto, **Robert Somback**, inspecteur radio depuis 1981, occupe aujourd'hui le poste de spécialiste en matière d'autorisation et d'examen. **Betty de Jonge**, adjointe au personnel, est devenue inspecteur radio après avoir obtenu du Humber College un diplôme de technicienne en génie électronique. **Denis Comeau**, diplômé récent en technologie électronique du Cambrian College, a également été recruté à un poste d'inspecteur radio. Avant de se joindre au Ministère, il travaillait à la société NABU Manufacturing Corporation de Kanata.

Le Bureau des traductions fête son 50^e anniversaire

La multitude de rapports, plans annuels, études, cahiers d'information, manuels, brochures et autres que produit le ministère des Communications dans les deux langues officielles ne sont pas l'effet d'un simple coup de baguette magique. La traduction conforme de tous ces documents est assurée, parfois dans des délais époustouflants, par un personnel de douze traducteurs et de quatre employés de soutien logés dans un coin du 9^e étage de la Tour Journal Nord. Le Service de traduction du Ministère fait partie du Bureau des traductions du Secrétariat d'État.

Le Bureau des traductions, qui fête cette année son 50^e anniversaire, a été créé par une loi de 1934 visant à rendre efficaces les communications à la fonction publique fédérale. Une décision du Cabinet de 1974 a ajouté à son mandat la normalisation de la terminologie. Le Bureau emploie 1 756 personnes, dont plus de 1 200 sont des femmes, qui remplissent des postes de traducteurs, d'interprètes et de terminologues. Il dessert 150 ministères et organismes fédéraux, dispose de traducteurs anglais et français dans 50 ministères et emploie des pigistes œuvrant dans plus de 60 langues. Plus de 250 millions de mots – environ 200 000 documents – sont traduits chaque année. Le Bureau assure aussi des services d'interprétation simultanée à la Chambre des communes et lors de conférences ainsi que des services de terminologie et de documentation. Il exploite de plus la Banque de terminologie du gouvernement du Canada, qui contient plus de 750 000 fiches de renseignements.

Au Ministère, le Service de traduction traite de 3,5 à 4 millions de mots par année dans une vaste gamme de disciplines allant de la culture à la technologie spatiale. La demande du Ministère dans les domaines techniques se chiffre à environ 1,5 million de mots par année. La directrice du Service

de traduction, **Jacynthe Robert**, souligne avec fierté le bagage de compétences des traducteurs. Chacun d'eux possède au moins un baccalauréat et nombre d'entre eux ont d'autres diplômes en administration, histoire, langues ou autres. Tous se sont qualifiés comme traducteurs à la suite d'un difficile examen d'entrée et ils ont de plus reçu une formation sur divers sujets – l'organisation et les rouages de la fonction publique, par exemple – et dans des domaines spécialisés tels que les communications.

Toute demande de traduction est d'abord acheminée au coordonnateur des demandes de traduction de la Direction des langues officielles, qui assigne un ordre de priorité avant de l'expédier au Service de traduction. Les demandes sont en majorité traitées au Ministère. Certains textes – habituellement moins de 15 p. 100 – sont confiés à des pigistes. Un certain nombre de documents sont traduits par d'autres sections du Bureau des traductions.

Décrivant les activités de son service et les moyens de les améliorer, M^{me} Robert explique qu'elle aimerait rencontrer davantage la clientèle du Ministère afin de connaître les préférences de chacun : « En réalité, nous travaillons avec des idées et des concepts. Pour que les mots reflètent fidèlement le message, il importe que le traducteur connaisse bien la pensée de l'auteur qui – afin d'obtenir un meilleur service – devrait impartir des délais honnêtes et réalistes. »

Grâce à la mise en service prochaine d'une banque de terminologie évoluée de troisième génération, les traducteurs du Ministère pourront continuer de desservir tous les secteurs de façon efficace. « Avec l'aide de tous les gestionnaires, nous cherchons à rendre nos services encore plus professionnels », a conclu la directrice du service.



Le Service de traduction – première rangée, de g. à dr. : Lamar Mason, Nicole Mineault, Andrée-Lise Bédard, Jacynthe Robert, Hélène Lafond; seconde rangée, de g. à dr. : Julie Hallée, Josée Cadieux, François Loranger, Gérard Saint-Sauveur, Monique Pinsonnault, Alain Mazet, Jean-Antoine Dufour, absents : René Lessard, Claude Dionne, Jocelyne Lévesque et Constance Tolszczuk.



M. Charles Laszlo (à gauche), co-président du Comité consultatif sur les communications et les infirmités physiques, présente un énoncé de politique à M. Robert Rabinovitch, sous-ministre des Communications, au terme d'un congrès tenu récemment au Château Laurier.

Georges Daunais prend sa retraite

Une cérémonie d'adieu a eu lieu le 29 août dernier au « Mess » des officiers de la rue Gloucester en l'honneur de **Georges Daunais**, surintendant du Service des annuaires de l'ATG, qui a pris sa retraite après 44 ans de service à la Fonction publique du Canada. Plus de 80 personnes du ministère des Communications, d'autres ministères et du secteur privé se sont jointes à **Guido Henter**, directeur général des télécommunications gouvernementales, pour présenter à M. Daunais un certificat signé du premier ministre, une médaille gravée et une montre offerte par ses amis et collègues de l'ATG. Des employés des régions ont aussi adressé des télégrammes de meilleurs vœux. M. Daunais s'est joint au Ministère il y a 13 ans après avoir quitté les Forces canadiennes. Ses connaissances et son expérience de la supervision de la production des annuaires téléphoniques gouvernementaux manqueront très certainement au Ministère.



Guido Henter présente un certificat à Georges Daunais.

Le Ministère remercie chaleureusement Georges Daunais de son inestimable contribution et lui présente ses meilleurs vœux de succès.

